

NATIONS UNIES
Opération des Nations
Unies en Côte d'Ivoire



UNITED NATIONS
United Nations Operation
in Côte d'Ivoire

Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 13 octobre 2010)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI) : Mesdames et messieurs bonjour. Bienvenue à ce point de presse qui aura une invitée spéciale en la personne de la Représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en Côte d'Ivoire (FAO). Comme vous le savez, le 16 octobre marque la Journée de l'Alimentation et nous l'avons donc invitée pour qu'elle vous parle de ce sujet. Auparavant je vous ferai un bref résumé de ce qui se passe à l'ONUCI pour prendre ensuite vos questions. Ce sera après le tour de Madame Marie- Noelle Koyara de vous faire une présentation.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, doit recevoir ce mercredi le Président du conseil constitutionnel, Paul Yao Ndre. Ils vont procéder à un échange de vues sur l'évolution du processus électoral qui est en ce moment, comme vous le savez, à la phase de distribution des cartes d'identité et d'électeur.

A ce sujet, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a achevé de convoier à l'intérieur du pays et à Abidjan la totalité des cartes d'identité et des cartes d'électeur. Elle poursuit ce matin la mise à disposition au niveau des commissions locales non encore couvertes.

L'ONUCI examine les modalités exceptionnelles destinées à aider la Commission Electorale Indépendante (CEI) et l'Office National d'Identification (ONI) à déposer les cartes d'identité et les cartes d'électeur dans les lieux de vote dans certaines régions. Ces dispositions exceptionnelles visent les localités à forte concentration d'électeurs ou à superficie très étendue.

L'ONUCI constate un début d'amélioration du dispositif de distribution des cartes à Abidjan et encourage les structures concernées à poursuivre leurs efforts dans ce sens sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

Par ailleurs, certains d'entre vous le savent, l'ONUCI accueille depuis hier un séminaire international d'immersion sur l'Observation internationale des élections. Ce séminaire s'achève mercredi après-midi et a permis au Président de la CEI et au Représentant Spécial du Secrétaire Général de partager avec les

missions diplomatiques et les chefs des missions d'observation l'environnement actuel du processus électoral dans le pays.

En vue du renforcement des effectifs de l'ONUCI autorisé par le conseil de sécurité

200 militaires togolais sont arrivés hier mardi à Abidjan. Ils viennent s'ajouter aux 200 casques bleus sénégalais déjà en place. Les togolais seront déployés à Abidjan et leurs homologues sénégalais à Yamoussoukro. Une centaine d'éléments des Forces de Police Constituées viendront demain compléter l'effectif. Tous vont contribuer à la sécurisation du processus électoral en appui au Centre de Commandement intégré (CCI), qui vous le savez à la première responsabilité de la sécurité des élections.

Enfin, dans le cadre de son appui aux médias, l'ONUCI en collaboration avec le Conseil National de la Communication Audiovisuelle (CNCA) et l'Union Nationale des Radios de Proximité (URPCI), initie depuis le 12 octobre une formation au bénéfice d'une quarantaine d'animateurs des radios privées non commerciales des régions des Savanes, de la vallée du Bandama, du Sud Bandama, du Denguélé et de la région des Lacs. Il s'agit de les initier à la promotion d'une participation citoyenne des populations à l'établissement d'un environnement électoral apaisé. L'atelier se passe à Bouaké. Voilà très brièvement ce que j'avais pour vous. Si vous avez des questions très rapidement pour moi avant qu'on ne passe à la FAO, je suis prêt à les prendre.

Nous avons avec nous le Chef de la division de l'Assistance électorale, M Becaye Seck qui pourra prendre quelques questions qui lui sont destinées

Ange Heman Gnanih (TV5 Monde) : J'aimerais juste savoir où est-ce qu'on en est avec la sécurisation des élections. J'ai cru savoir qu'il y a déjà un plan qui a été conçu, qui sera mis en œuvre mais il reste toujours des problèmes.

HT : Oui, il y a un plan de sécurisation qui a été signé hier par les Forces ivoiriennes et par les Forces impartiales c'est à dire Licorne et ONUCI. Il y a quelques détails à régler, surtout les détails logistiques, comme l'ont dit les Forces ivoiriennes elles-mêmes. Mais de leur côté, les Forces impartiales ont également présenté un plan qui, lui est prêt à être exécuté dès que les partenaires seront prêts, ce plan sera exécuté. En tous cas, l'ONUCI est prête.

On peut passer à Mme Koyara ? Elle fera une petite présentation et prendra vos questions.

Koyara Marie-Noelle (Représentante FAO en Côte d'Ivoire) : Avant de faire mon exposé liminaire, je remercie d'abord nos collègues de l'ONUCI parce que de plus en plus nous travaillons ensemble et cela est à l'honneur du système ces nations unies. Et l'exemple est de nous avoir cédé cette tribune aujourd'hui malgré que le sujet d'importance en ce moment soit les élections. L'ONUCI a pris en compte l'importance de l'alimentation et le samedi prochain encore nous allons organiser avec l'ONUCI des événements pour célébrer ensemble le 16

octobre et je les remercie. Je remercie aussi les femmes et les hommes de presse qui sont là aujourd'hui pour échanger avec nous.

Le 16 octobre prochain nous allons célébrer notre 30^e Journée mondiale de l'Alimentation placée sous le thème « **Unis contre la faim** ». Comme vous le savez, les deux dernières années, il y a eu pas mal de crises aussi bien les crises alimentaires, les crises économiques et les crises financières qui ont secoué les différents pays à travers le monde. La FAO a pris l'initiative d'organiser un sommet. D'abord une première réunion des décideurs pour mobiliser les ressources et l'année dernière il y a eu aussi un sommet mondial pour parler de la gouvernance, de la sécurité alimentaire à travers le monde. En parallèle de ce sommet des initiatives ont été lancées parce que les chiffres nous disent qu'en 2009, le seuil critique d'un milliard de personnes affamées au monde a été atteint. Il fallait lancer des initiatives. C'est dans ce sens qu'un projet dénommé un milliard de personnes souffrant de faim vu le jour. Il s'agit tout simplement, à travers ce sommet, de signer des pétitions. Elles constituent des formes d'engagement pour se lancer et s'investir dans les actions de lutte contre la faim. Il va falloir que nous nous mobilisons pour que ce milliard de personnes ne souffrent pas de faim et ne meurent pas de faim. Et pour le faire, il faudrait que la production mondiale augmente de 70% pour pouvoir nourrir la population qui va atteindre les 9 milliards dans les années 2050. Pour le faire, nous devons prendre en compte aussi les petits exploitants agricoles et leurs familles. Quand nous parlons de lutte contre la faim, souvent nous voyons les grandes décisions, les grandes industries, les grandes initiatives alors que dans nos pays, surtout les pays en voie de développement, ce sont les petits exploitants qui nous nourrissent, qui nourrissent d'abord leurs familles qui sont en ville, ce sont eux qui placent la nourriture sur les marchés pour nous permettent de bien nous approvisionner. Ces petits exploitants ne sont souvent pas très pris en compte dans nos stratégies de développement. Il faudrait qu'ils puissent rentabiliser leurs activités par une amélioration de leur productivité. Les petits exploitants figurent donc en bonne place dans ces initiatives de relance de la production et aussi dans le cadre de ce projet de Un milliard de personnes souffrant de faim. Ce que je peux dire vraiment pour conclure c'est que vous en tant que personnes des médias, vous avez ce pouvoir de nous aider afin que cet engagement soit vraiment universel, que tout le monde qui se sent concerné par des initiatives de lutte contre la faim puisse signer cette pétition. Au niveau de notre siège, on a symbolisé ce projet par des sifflets qui vont être distribués le samedi aux autorités traditionnelles et quelques groupes de jeunes pour dire que si tu donnes un coup de sifflet qui t'engage par là, à lutter contre la faim. Voilà le symbole simple que le siège de la FAO a mis en place mais qui est plein de sens parce qu'on dit que le premier droit de l'homme c'est d'abord d'arriver à se nourrir pour être valable et travailler pour son pays. Je vous remercie.

HT : Merci Mme Koyara. Des questions ?

Ange Hermann Gnanih (TV5 Monde) : Madame la Représentante, est-ce que vous avez l'impression que les questions liées à la lutte contre la pauvreté et contre la faim sont prises en compte par les différents candidats à la présidentielle ivoirienne ?

MNK : Je crois qu'au stade actuel, nous en tant qu'institution internationale neutre, nous n'allons pas nous permettre de juger ce contenu les contenus des programmes des différents candidats. Vous connaissez, c'est normal vous êtes des medias, nous on ne connaît pas encore. Mais nous nous travaillons avec toutes les entités politiques et notre mission justement, c'est d'amener les politiques à respecter leurs engagements parce que l'administration est une continuité et tout le monde fait référence au sommet de Maputo ou tous nos décideurs se sont engagés à augmenter d'au moins 10 % le budget pour la lutte comme la faim. Dans ce cas, nous sommes sûrs que les futurs dirigeants qui seront là vont poursuivre ces engagements parce qu'il y va de l'intérêt de toute la communauté, de toute la population de la Côte d'Ivoire. Et la Côte d'Ivoire, compte tenu des moyens dont elle dispose, personne ne pourrait comprendre qu'on parle de famine, qu'on parle de la faim dans ce pays. Je vous remercie. Merci beaucoup.

Paulin Zogbo (Fraternité Matin) : Quel est l'état des lieux au niveau de la Côte d'Ivoire et de la sous-région en matière de gestion de l'alimentation. Est-ce qu'on peut parler de famine en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest ?

MN K : Je suis vraiment désolée de voir qu'au niveau de la sous-région, nous pouvons encore parler de famine. Comme vous le savez, tout le monde suit les medias, tout le monde lit ce qui est écrit dans la presse. Ce qui se passe au niveau du Niger et ce n'est pas la première fois qu'il ya cette crise au Niger et cela interpelle justement non seulement les dirigeants mais les secteurs privés, toute la population à cultiver cet élan de solidarité. Parce que nous ne pouvons pas comprendre que d'une manière cyclique la famine revienne dans certains pays de la sous région alors que nous avons les terres, nous avons l'eau pour produire pour nourrir cette population. Donc il est temps que nos différents dirigeants puissent vraiment revoir les stratégies au niveau de chaque pays, mais aussi au niveau régional et sous-régional avec les différentes institutions telles que la CEDEAO, telles que l'UEMOA pour initier des programmes durables pour lutter contre la faim, la malnutrition et la pauvreté. Je me permets de vous informer que la CEDEAO a pris les choses en main depuis le programme détaillé du développement de l'agriculture qui a été initié par l'Union Africaine et que la FAO appuie avec toutes ses énergies. La CEDEAO vient d'élaborer son programme régional d'investissement agricole et tous les pays membres de la CEDEAO dont la Côte d'Ivoire a eu il y a à peine 2 mois, à signer un pacte entre les représentants du gouvernement, les structures internationales, la société civile, les secteurs privés pour pouvoir initier ce Programme National d'Investissement Agricole. Je pense que c'est un grand pas puisque au stade actuel, il n'y a pas que les dirigeants mais tout le monde s'est engagé à mettre la main pour que ce programme d'investissement agricole devienne une réalité pour que l'agriculture en Afrique devienne pratiquement une révolution verte et un peu partout dans tous les autres pays qui sont membres de la FAO, l'initiative a été prise et il y a déjà de fortes mobilisations des bailleurs de fonds qui se sont engagés à travers la réunion d'Aquila, le G8 à Aquila, ils se sont engagés à financer l'agriculture africaine et cette action est déjà en train de devenir une réalité. Parlant de la Côte d'Ivoire, vous avez les

fondements, les ressources. Donc je pense que la paix aidant, la Côte d'Ivoire va reprendre rapidement le développement de son agriculture.

Norbert Navarro (RFI): Cette pétition, si j'ai bien compris est une pétition mondiale. Combien de signatures attendez-vous dans le monde ? Est-ce que vous vous êtes fixé un objectif ? Et surtout, qu'est-ce qu'elle dit cette pétition exactement ?

MN K : Comme je l'avais dit tout à l'heure, en signant cette pétition, on s'engage à lutter contre la faim et cet engagement peut se faire à tous les niveaux. En dehors des tous petits enfants qui ne savent pas encore ce que c'est que la faim et qui dépendent de leurs parents, toute personne à l'âge d'adolescence ou à l'âge adulte devrait être en mesure de s'engager pour amener un plus à la lutte contre la faim parce que il n'est pas concevable qu'aujourd'hui, quelqu'un soit en train de voir son voisin mourir de faim et nous pensons que souvent l'erreur qu'on a commise, c'est que nous regardons plus les décideurs et nous oublions que chaque être humain doit être utile à sauver son voisin, et quand vous voyez à travers le monde, il ya des pays qui jettent la nourriture alors qu'il ya d'autres qui en recherchent. Donc il y a un problème aussi de partage et d'équilibre au niveau mondial. L'objectif pour nous est qu'au moins trois quarts de la population peut s'engager

NN : ce sera alors la plus grande pétition jamais lancé au monde à ce jour...

MN K : Nous le souhaitons, puisque l'alimentation est le premier des droits humains et si tout le monde est conscient qu'il faut se nourrir pour survivre, il est tout à fait normal que tout être humain s'engage à signer cette pétition qui est aussi une forme de s'engager à lutter contre la faim et à travailler pour qu'il n'y ait plus jamais de famine à travers le monde et je crois que vous serez aussi parmi nos pétitionnaires.

HT: Le 16 octobre, nous avons également un programme je crois un tournoi de football. Marie-Irène va vous donner les détails.

Marie-Irène Richmond (Chargée de l'information à l'ONUCI) : Mesdames et messieurs, nous avons l'honneur de vous informer que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire à travers son bureau de l'Information Publique va organiser un tournoi de football dénommé « Tournoi de la paix et de la fraternité » le 16 octobre prochain, samedi donc a stade Biafra de Treichville. Il convient de mentionner qu'à travers la Côte d'Ivoire, quatre autres villes vont abriter ce tournoi. Il s'agit de Bouake, Odienné, Zagné pas loin de Duekoué. L'objectif de cet événement est d'amener les populations à adopter un comportement citoyen dans la perspective des prochaines élections. Au cours de ce tournoi, plusieurs matchs seront livrés, plusieurs équipes vont jouer, il y aura une équipe de l'ONUCI contre celle de l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). Nous verrons également évoluer deux équipes de jeunes issues de la commune de Treichville et tout cela dans une ambiance

conviviale. Mais je voudrais surtout souligner que nous avons entrepris d'organiser ce tournoi en partenariat avec les agences spécialisées des Nations Unies. C'est ainsi que comme Mme Koyara vous l'a indiqué tout à l'heure, la FAO saisira cette opportunité pour délivrer un message à l'intention des populations de Treichville qui seront composées essentiellement des chefs traditionnels, des jeunes et des femmes. L'ONUSIDA en collaboration avec l'unité VIH Sida de l'ONUCI entretiendra les jeunes sur les méthodes pour lutter contre la pandémie du Sida. Plusieurs autres agences, notamment l'UNICEF fera une démonstration de lavage des mains et particulièrement au profit des jeunes enfants pour éviter les maladies infantiles. Merci pour l'écho que vous pourrez faire en vue garantir le succès de cette activité. Je répète samedi prochain, le 16 octobre de 9h à 13 h au stade Biafra de Treichville. Et en marge de cette activité et dans le cadre de la célébration de la journée des Nations Unies qui traditionnellement est célébrée le 24 octobre, le groupe des communicateurs de Nations Unies va initier une série d'activités, en plus du lavage des mains avec l'UNICEF, il faut également inscrire une simulation d'une session du conseil de sécurité de New York de jeunes qui à travers l'association ivoirienne des Nations Unies vont siéger sur le thème, « Les femmes, la paix et le développement ». Merci pour votre attention.

HT : Merci à tous et rendez-vous jeudi prochain.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole
Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-020235107
Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>